

SOLIDARITÉ



FOCUS

Celles et ceux qui
font Solidar



SUISSE
SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



Barbara Burri

Codirectrice de Solidar Suisse

**CHÈRE LECTRICE,
CHER LECTEUR,**

Ce numéro de Solidarité est consacré à nos collaborateurs et à nos collaboratrices. C'est ce qui était prévu et je voulais souligner ici l'engagement dont ils font preuve chaque jour afin d'améliorer un peu le monde. Fixé à mi-mars, le délai rédactionnel a cependant coïncidé avec la crise du coronavirus.

Puisque vous soutenez notre travail dans le monde, vous avez le droit de savoir comment nous réagissons face à cette crise. Modifiant notre plan rédactionnel à la dernière minute, nous avons donc consacré un article spécial à nos activités dans ce domaine. Alors que j'écris ces lignes, fin mars, tous les pays où nous sommes actifs sont, plus ou moins durement, touchés par la pandémie.

Nous faisons tout pour évaluer la situation avec rigueur afin de déterminer l'aide concrète que nous pouvons apporter. Partout, ce sont bien entendu nos collaborateurs et nos collaboratrices, nos partenaires et les bénéficiaires de nos projets qui sont au centre de nos préoccupations. La plupart d'entre eux vivent dans des pays où la couverture sanitaire est faible et courent un risque bien plus grand que nous en Europe. Nous veillons donc à adapter nos projets et nos programmes de manière à garantir le respect des principales mesures de protection. Nous étudions aussi des moyens pour apporter un soutien aux groupes les plus vulnérables dans cette situation d'urgence. Nombre d'activités sont encore en préparation, mais nous pouvons d'ores et déjà vous présenter quelques interventions concrètes. Nous espérons pouvoir compter sur votre soutien, car les habitantes et les habitants du Sud en ont terriblement besoin.

Prenez soin de vous et de vos proches !

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'b. burri'.

Barbara Burri

SOMMAIRE

04



Focus – Celles et ceux qui font Solidar Suisse

- 04 Comment s'engagent nos collaborateurs-trices sur le terrain ? Fenêtre ouverte sur quatre continents
- 07 Mirabelle Yang apprend aux syndicats cambodgiens à défendre leur cause lors de négociations
- 08 Mihane Salihu-Bala lutte contre l'exclusion et pour de meilleurs soins de santé au Kosovo
- 09 Pascal Zaongo : l'éducation bilingue favorise la cohésion sociale au Burkina Faso
- 10 Ana Kudelka s'engage contre la violence envers les femmes en Bolivie. Photoreportage
- 12 Urgence après le passage du cyclone Idai – les explications de Nadine Weber
- 13 Abu Mufakhir soutient les travailleurs migrants exploités dans les plantations de palmiers à huile de Malaisie

14



16



14 Un œil sur

Le coronavirus frappe très durement les pays du Sud – l'action de Solidar sur place

16 Le défi

Vilma Saravia veille à la précision des chiffres de Solidar Suisse au Salvador

19 Ensemble

S'engager avec Solidar Suisse

17 Chronique

18 Sudoku et revue de presse

19 Impressum

20 Offrir une heure aux ouvrières et ouvriers infectés par le coronavirus

FOCUS - CELLES ET CEUX QUI FONT SOLIDAR





Des collaborateurs et des collaboratrices de Solidar dessinent une banderole pour le cortège du 1^{er} Mai à Zurich.

Comment travaille Solidar Suisse ? Qu'est-ce qui motive nos collaborateurs-trices ? Voilà ce que nous tentons d'expliquer dans les pages qui suivent. À ce jour, Solidar Suisse réalise plus de 60 projets dans 13 pays et emploie environ 150 personnes, dont 39 en Suisse. Nos activités se fondent sur une règle stricte : nous collaborons sur un pied d'égalité avec les bureaux locaux de Solidar et les organisations partenaires, et nous employons des personnes issues de la population locale. Nous engageons des expatriés uniquement lorsque des connaissances très spécifiques font défaut sur place.

POUR LA JUSTICE ET LE DROIT DU TRAVAIL – CONTRE LA VIOLENCE ET LA SOUFFRANCE

Comment travaille Solidar ? Qu'est-ce qui compte pour nos collaborateurs et nos collaboratrices ? Fenêtre ouverte sur quatre continents.

Texte : Eva Geel, responsable Communication chez Solidar Suisse. Photos : Barbara Burri

Tout l'immeuble est cerné d'échafaudages, des bennes et des voitures encombrant le chemin. Pour entrer, il faut passer par la cave. Les toilettes se trouvent dans la maison d'à côté. Les bureaux de Solidar sont en travaux et la situation n'est pas toujours simple.

Mais ce n'est rien en comparaison de ce que vivent nos collègues de Solidar Suisse en Afrique, en Asie, en Amérique latine ou en Europe du Sud-Est. Ces derniers mois, Sanjiv Pandita, qui coordonne nos activités en Asie du Sud-Est depuis Hong Kong, a assisté à des batailles de rue, au bouclage du métro et à des vagues d'arrestations, car les gens

manifestaient contre la mainmise chinoise. Ce n'est rien non plus par rapport à ce que nos collègues ont vécu en Bolivie. Dans ce pays, les banlieues se sont enflammées lorsque la population est descendue dans la rue pour conspuer ou défendre le régime d'Evo Morales. Les risques étaient tels, que nous avons été obligés de fermer temporairement notre bureau. Au Mozambique, il a fallu suspendre certaines activités, car des attaques armées empêchaient toute visite dans les projets. À Johannesburg, en Afrique du Sud, un groupe raciste a complètement dévasté les bureaux d'une organisation partenaire. Au Burkina Faso, agressions terroristes et abus des forces de l'ordre se multiplient. À tout cela s'ajoute à présent le coronavirus, une lourde menace sur les populations du Sud et sur nos projets (cf. article p. 14).

Ce qui nous motive

Malgré les difficultés et les risques, les collaborateurs et les collaboratrices de Solidar poursuivent leur tâche, luttant chaque jour pour un monde équitable.

Quelle est leur motivation ? « En travaillant pour Solidar, j'améliore la démocratie, la formation et les conditions de travail dans le monde entier », affirme Zaim Zogai, responsable de l'informatique au sein du bureau de Solidar au Kosovo. Rosario Tindal, chargé de communication chez Solidar Suisse en Bolivie, se dit motivé par la lutte pour le droit des femmes de « vivre à l'abri de la violence ».

Selon un petit sondage non représentatif, cet élan politique se ressent également à Zurich. Comme beaucoup, la rédactrice de Solidarité, Katja Schurter déclare : « Solidar veut rendre le monde plus juste. Et c'est aussi mon objectif ! » Pour Christa von Rotz, collaboratrice spécialisée, c'est le droit du travail qui compte : « Les normes du travail sont

essentielles et Solidar Suisse les défend. » Christian Gemperli, responsable de l'aide humanitaire, veut « contribuer à soulager la souffrance des gens. Et je peux le faire en travaillant chez Solidar. »

Outre ces objectifs communs, le travail chez Solidar Suisse n'est pas dépourvu d'attrait : un contexte international passionnant, un grand professionnalisme, de bonnes prestations sociales et, en Suisse, une convention collective. En Suisse, l'équilibre des sexes est assuré (21 femmes et 18 hommes) et les femmes sont très présentes au sein de la direction (3 membres sur 5). Les hommes sont cependant plus nombreux au comité et aux postes à responsabilités à l'étranger. Barbara Burri, codirectrice, affirme toutefois : « Ces prochaines années, nous voulons voir plus de femmes à ces postes-là ! »

Une foule de défis à relever

La manière de travailler des bureaux locaux varie d'un pays à l'autre : à Hong Kong, une seule personne représente Solidar. Elle doit élaborer et coordonner les projets avec les partenaires, négocier avec les bailleurs de fonds et cerner au mieux les besoins pour rendre l'action de Solidar efficace. Au Mozambique, nous comptons au contraire 28 collaborateurs et collaboratrices : depuis le passage du cyclone Idai, leur travail ne consiste plus seulement à renforcer la société civile et à améliorer la formation et les conditions de travail, mais aussi à distribuer des semences et des outils.

Pour mener toutes ces tâches à bien, des personnes aux compétences et aux qualifications les plus variées doivent collaborer. C'est toujours un grand défi. Le contexte évolue rapidement, il faut maîtriser de nouvelles technologies et de nouveaux logiciels, tout en satisfaisant de nouvelles exigences. Nos comptables au Burkina Faso doivent respecter les délais fixés par la réglementation suisse. Nos collègues au Pakistan doivent répondre à un appel d'offres de l'UE pour que nous puissions réaliser un projet dans leur pays ; des responsables de programmes doivent garder une vue d'ensemble et intervenir lorsque c'est nécessaire. Dans ces conditions, savoir que l'on accomplit un travail utile est essentiel. Comme le souligne Cornel Alt, notre assistant de production : « Solidar a juste la bonne taille. Chacun y a son rôle à jouer. »



Travaillant en Afrique du Sud, au Mozambique et en Suisse, ces collaborateurs de Solidar débattent de la mise en réseau des projets au niveau international.



« TOUT SE FAIT, MAIS JAMAIS COMME PRÉVU »

Mirabelle Yang explique aux syndicats cambodgiens comment faire valoir leurs revendications auprès des entreprises.

Texte : Katja Schurter, rédactrice responsable de Solidarité. Photo : Solidar Suisse

Mirabelle Yang a déjà vu du pays : née à Singapour, elle a passé quelques années de son enfance en Australie. Elle a étudié à Londres et a déménagé aux États-Unis, avant de venir à Phnom Penh (Cambodge) en 2014 pour rédiger sa thèse sur le genre et la culture des jeunes.

Le destin en a pourtant décidé autrement. Le bureau du syndicat des ouvrières et des ouvriers du textile C.CAWDU se trouve à 50 mètres de la maison où la jeune femme de 39 ans s'installe avec ses deux chiens. Assistant aux allées et venues des ouvrières, elle s'intéresse à leurs activités et s'engage très vite comme bénévole chez ce partenaire de Solidar. « J'en avais assez de la vie universitaire ; mon travail ne servait à rien, explique-t-elle. Je voulais faire du concret. » Elle voulait aussi mieux comprendre les rapports entre genre et travail au Cambodge. Son job lui a plu. Lorsque le syndicat a entrepris d'améliorer ses stratégies de négociation, les responsables ont demandé à Mirabelle Yang de coordonner le projet. Elle a aussitôt accepté.

Se documenter au lieu de crier

« Au Cambodge, les pourparlers entre syndicats et propriétaires d'usine sont surtout ponctués de cris et de menaces de grève, sourit Mirabelle. On n'y parle guère des conditions de travail proprement dites. » D'où le projet du C.CAWDU pour des négociations factuelles. Celui-ci est ouvert à différents syndicats et la tâche de Mirabelle consiste à mettre sur pied des cours de formation. Obtenir des informations sur la situation dans les entreprises ne va pas de soi. Il existe certes une base de données, mais y accéder relève du défi, car la plupart des ouvrières et des ouvriers ne connaissent rien aux ordinateurs. « Ils n'uti-

lisent que leur smartphone et ne savent pas toujours comment effectuer des recherches dans une telle base », explique notre interlocutrice.

Les choses ont toutefois évolué : « Les syndicats ont compris qu'ils peuvent négocier avec plus d'efficacité en fondant leurs arguments sur des faits observés dans les ateliers. Pendant la formation, ils apprennent à documenter les irrégularités en faisant des photos et des vidéos ou en recourant à des témoins. » Les problèmes sont variés : contrats de travail contraires à la loi, manque d'eau potable, salaires aux pièces trop bas, objectifs irréalistes, etc. Le salaire minimum est rarement respecté. « Nous avons pu améliorer certaines choses », relève Mirabelle Yang avec fierté. Ces deux dernières années, quatre conventions collectives ont été signées et plus de 10 000 ouvriers-ères touchent désormais leur salaire même lorsqu'ils sont malades.

L'improvisation est de mise

Les aspects émotionnels, pas toujours utiles lors de négociations, fascinent la Singapourienne habituée à l'efficacité d'une bonne planification : « Au Cambodge, tout se décide au dernier moment. On me dit soudain : « Viens ! Nous allons dans l'usine X ou Y. » Les syndicats parviennent ainsi à leurs fins, obtenant des compensations ou un congé maternité. C'est désorganisé de manière structurée : tout se fait, mais jamais comme prévu. » La prochaine étape vise à rendre la base de données plus conviviale et plus transparente, pour que les syndicalistes puissent mieux l'utiliser. Le syndicat devra cependant se passer de Mirabelle Yang pendant six mois : elle a pris un congé pour achever enfin sa thèse... en attente depuis six ans.

DE TOUT CŒUR CONTRE LA DISCRIMINATION

Au Kosovo, Mihane Salihu-Bala lutte pour améliorer le système de santé et mettre fin à l'exclusion.

Texte : Cyrill Rogger, responsable de programme Europe du Sud-Est. Photo : Solidar Suisse

Mihane Salihu-Bala est catégorique : « Quelles que soient sa religion, son appartenance ethnique et ses ressources financières, tout individu doit avoir accès aux soins de santé ! » À 46 ans, la collaboratrice de Solidar sait de quoi elle parle. Au début des années 1990, au Kosovo, elle a pu observer les méfaits du nationalisme et de l'exclusion. Elle a même dû se résoudre à la clandestinité pour faire

ment malades plus souvent, ils peinent aussi à accéder aux médecins et aux hôpitaux. Le projet porte ses fruits : grâce au travail de nos organisations partenaires, le pays a développé les traitements pour les enfants autistes et l'État leur accorde même un petit soutien. Par ailleurs, l'ouverture de onze centres de consultation spécialisés a nettement amélioré le suivi des femmes enceintes. « À mes yeux, le plus grand succès, c'est que les groupes marginalisés ont également accès à ces prestations améliorées », déclare Mihane. Le progrès repose sur l'approche de Solidar Suisse, qui soutient et met en réseau les organisations de la société civile. C'est d'ailleurs la raison qui a poussé Mihane, il y a deux ans, à postuler chez Solidar Suisse.

Des années d'engagement

Sa motivation, Mihane Salihu-Bala la puise notamment dans son propre vécu. Elle n'a pas seulement connu l'exclusion parce qu'elle était Albanaise : « Je

viens d'une famille aux origines multiculturelles. » Son père était musulman et sa mère juive albanaise, mais Mihane et ses cinq frères et sœurs ont été baptisés catholiques. Voilà pourquoi elle rejette toute forme d'exclusion. Étudiante, Mihane a déjà organisé des actions de protestation et, en 1996, elle a rejoint les femmes en noir, qui se mobilisaient partout dans le monde contre la guerre et les violations des droits humains.

Mihane a elle-même subi les conséquences d'un système de santé défaillant : son premier enfant est mort peu après la naissance, faute de

soins adéquats. Elle est donc très triste de devoir admettre que la solution mise au point par Kosana (consistant à transférer au plus vite à l'hôpital les femmes qui accouchent avant terme) n'est toujours pas appliquée... pour la simple raison que certains responsables s'y opposent. De même, la réforme de la santé, l'un des projets phares de Kosana, est au point mort depuis des années. Malgré les revers – telle la chute, en mars, du nouveau gouvernement en qui elle avait placé de grands espoirs –, Mihane Salihu-Bala ne baisse pas les bras : « Un jour ou l'autre, le pays entreprendra les réformes qui s'imposent. »



ses études en électrotechnique. « Les cours avaient lieu dans des maisons privées réparties dans toute la ville, raconte-t-elle. En tant qu'Albanaise, je ne pouvais pas aller à l'université. Les enfants étaient même exclus de l'école. »

L'efficacité de la mise en réseau

Le Kosovo est aujourd'hui une république indépendante et Mihane dirige le projet Kosana de Solidar. Elle s'investit pour améliorer le système de santé, dont l'état déplorable s'avère particulièrement néfaste pour les minorités rom, ashkali et égyptienne (appelées RAE). Leurs membres sont non seule-



L'ÉDUCATION BILINGUE, UN VECTEUR DE PAIX

Au Burkina Faso, le projet d'éducation bilingue soutient la cohésion sociale dans un contexte sécuritaire difficile. Pascal Gétawendé Zaongo est au cœur de ce travail. Il nous livre son expérience.

*Interview : Najia Trottet, chargée de communication à Solidar Suisse.
Photo : Murielle Gerber*

Vous héritez d'un projet qui a débuté en 1994, quel a été votre plus grand défi en l'intégrant en 2014 ?

C'était à un moment où plusieurs ONG promotrices d'alternatives éducatives bilingues se battaient chacune isolément pour la promotion de sa formule auprès de l'État. Notre plus grand défi a été d'amener tous ces acteurs à parler le même langage et à s'unir pour former un réseau dont l'objectif était de mener en synergie des actions fortes de plaidoyer sur l'éducation bilingue auprès de l'État. Et nous y sommes parvenus.

Concrètement, quels sont les avantages de l'éducation bilingue ?

L'éducation bilingue répond au postulat qu'en commençant l'enseignement dans la langue maîtrisée par l'enfant, il réussira mieux sa scolarité. Et d'ex-

périence, je peux attester de l'efficacité de cette méthode. En plus de ça, il y a l'équité entre les genres, le lien entre l'éducation et la production, l'implication des parents d'élèves, la revalorisation de la culture et la réduction de la durée de la scolarité de six à cinq ans.

Quels sont les défis auxquels doit faire face le projet aujourd'hui ?

Dû aux attaques terroristes dans le nord du pays, le contexte sécuritaire dans lequel nous vivons est difficile, marqué par la fermeture de beaucoup d'établissements scolaires, et le déplacement de nombreuses populations affectant la paix et la cohésion sociale sur le plan national. Notre défi est de parvenir à la mise en œuvre d'une approche d'éducation adaptée au contexte, avec un accent particulier sur la communication

non violente et l'interculturalité. Nous visons ainsi à asseoir chez les élèves des valeurs de paix et de tolérance pour un meilleur vivre ensemble. Nous planchons également sur la création d'un cursus professionnel qui s'adressera aux adolescents déplacés, avec pour objectif de les réintégrer dans la communauté.

En tant que Burkinabé, quel regard portez-vous sur ce projet ?

Ce projet est une fierté nationale d'une part, car deux premières tentatives avaient échoué, et malgré les réticences de départ, la troisième fut la bonne. Aujourd'hui, c'est un exemple qui se réplique à l'international, notamment au Bénin avec la collaboration d'Helvetas. En outre, ces écoles bilingues démentent une croyance héritée de la colonisation, stipulant que les langues africaines sont incapables de véhiculer le savoir. Cerise sur le gâteau, le ministère en charge de l'éducation a intégré la promotion des langues nationales dans son titre et créé un secrétariat permanent pour soutenir cette démarche. Ce sont là des avancées significatives qui enracinent le projet éducation bilingue dans un contexte sociopolitique et linguistique favorable.

POUR UNE VIE SANS VIOLENCE

Responsable du projet Vida sin Violencia (vie sans violence) de Solidar, Ana Kudelka lutte contre la violence faite aux femmes en Bolivie. Une histoire en images.

*Texte : Joachim Merz, responsable du programme Bolivie et Afrique australe chez Solidar Suisse.
Photos : Vassil Anastasov et Joachim Merz*



Ana Kudelka et son équipe luttent contre la violence faite aux femmes en organisant des campagnes de prévention créatives et en dispensant des conseils juridiques gratuits aux personnes concernées. Ce travail porte ses fruits :

80 communautés boliviennes disposent aujourd'hui de structures qui offrent aux femmes victimes de violence des conseils, une protection et une indemnisation – des prestations fournies par des professionnels qualifiés comme des avocats, des psychologues et des travailleurs sociaux des deux sexes. Une nécessité dans un pays où sept femmes sur dix subissent des violences. « Je veux planter une graine pour que les femmes puissent dire non, puissent se faire entendre et vivre sans stigmatisation, stéréotypes et violence », lance Ana Kudelka, résumant ce qui lui tient à cœur dans son travail.

À Sorata, une communauté de montagne à 150 kilomètres de la capitale La Paz et dont les petits villages sont très dispersés, un échange de vues avec des représentant-e-s d'organisations féminines et gouvernementales de divers pays d'Amérique latine a donné l'opportunité à Ana Kudelka et à son équipe de montrer, dans le cadre d'un jeu de rôle, comment soutenir les femmes dans des cas concrets.



Le jeu de rôle commence ...

1. Le chef d'un petit village raconte qu'il a été contacté par une femme qui, dit-on, a été battue par son mari. Appelons-la Maria Cruz. Il l'oriente vers une conseillère du Réseau contre la violence.



2. La conseillère s'entretient avec Maria Cruz et fait venir une ambulance dans laquelle des soins médicaux lui sont d'abord prodigués.



3. Maria Cruz est informée de ses droits et de ses possibilités au poste de conseil de la communauté.



4. Le poste de conseil met Maria Cruz en contact avec un avocat qui lui explique le déroulement d'un procès.



5. La conseillère accompagne Maria Cruz à l'unité de police spécialisée dans la violence masculine (FELCV) pour porter plainte.



6. Le procureur accepte la plainte et ouvre la procédure.



7. L'auteur de l'infraction est interrogé.



LE PIRE, C'EST L'INCERTITUDE INITIALE

Nadine Weber a organisé le déploiement de l'aide d'urgence de Solidar pour les victimes du cyclone dévastateur Idai au Mozambique. Comment s'y est-elle prise ?

*Interview : Katja Schurter, rédactrice responsable de Solidarité.
Photo : Ivan Schauwecker*

Quelle est la première chose à faire pour une responsable de l'aide humanitaire en cas de catastrophe ?

C'est assez peu spectaculaire au début : j'attends que Solidar décide d'agir.

Comment cette décision est-elle prise ?

Des critères comme l'urgence, les possibilités de financement

et les partenaires jouent un rôle, et bien sûr la question de savoir quelle plus-value Solidar peut apporter dans la situation concrète. Le cyclone Idai a touché une région qui bénéficiait depuis longtemps de notre aide au développement. Nous connaissons donc la situation et avons une équipe bien rodée sur place. Nous avons donc rapidement su que nous allions intervenir.

Une fois la décision prise, il faut faire vite et, dans les deux jours, réunir un maximum d'informations, contacter les autorités, faire des vaccins, réserver des vols, annuler des rendez-vous et emballer l'équipement nécessaire – filtre à eau, chargeur et téléphone satellite notamment.

Comment procèdes-tu à ton arrivée dans le pays ?

J'essaie d'avoir une vue d'ensemble de la situation, ce qui est loin d'être facile. Au début, au Mozambique, on ignorait combien de personnes étaient tou-

chées, car les zones sinistrées étaient inaccessibles. Le temps pressait – les gens étaient coupés du monde, les routes emportées par les eaux. Avec la Direction suisse du développement et de la coopération, nous avons pu survoler la zone inondée à basse altitude pour nous en faire une idée d'ensemble et explorer les accès possibles. Il faut prendre des décisions basées sur des hypothèses et réagir avec souplesse si elles s'avèrent fausses.

Peux-tu donner un exemple ?

Nous avons supposé que de nombreux puits étaient pollués et avons planifié leur nettoyage à grande échelle. Mais sur place nous avons remarqué qu'il y avait surtout des points d'eau fermés. Donc pas besoin de nettoyage. Il fallait réparer le mécanisme. Nous avons donc adapté notre planification. Nous voulons aider au plus vite, mais il importe aussi de ne pas céder à la panique, de nous coordonner avec les autres acteurs et de respecter les procédures sur place. Il vaut la peine de réfléchir d'abord à ce qu'on fait et à la façon de bien communiquer plutôt que de courir sur le terrain puis de comprendre que cela ne fonctionne pas de cette manière.

Quel a été le plus grand défi après le passage d'Idai ?

L'incertitude initiale : nous ignorions l'ampleur de la catastrophe.

Comment gères-tu les événements tragiques ?

C'était impressionnant de voir à quel point les gens se projetaient dans l'avenir et s'entraidaient. Deux semaines après le cyclone, les enfants du camp d'aide d'urgence se préparaient déjà à retourner à l'école. Cette attitude me donne constamment de la force à moi aussi.



Aide d'urgence de Solidar au Mozambique

En mars 2019, suite au cyclone Idai, Solidar a mis en place des systèmes temporaires d'approvisionnement en eau potable et a réparé des puits dans deux camps d'aide d'urgence dans les zones les plus touchées. Nous avons ainsi rétabli l'accès à l'eau potable pour 15 000 personnes. De plus, nous avons distribué des semences et des outils à près de 3000 familles.

UNE VIE POUR LES DROITS DU TRAVAIL

Abu Mufakhir défend bec et ongles les droits des migrant-e-s économiques dans les plantations de palmiers à huile du Sabah.

Texte : Bernhard Herold, responsable du programme Asie. Photos : Solidar Suisse



Les routes de campagne de la province malaisienne du Sabah, dans le nord de Bornéo, sont cahoteuses. Abu Mufakhir tente de couvrir le cliquetis du pick-up qui nous emmène d'une plantation de palmiers à huile à l'autre. Il s'anime en évoquant la situation des travailleurs des plan-

tations auxquelles il a rendu visite l'an dernier pour la campagne de Solidar Suisse sur l'huile de palme. « Lors de descentes de police, les travailleurs-euses sont arrêtés et enfermés parce qu'ils n'ont pas de permis de travail et de séjour. Or les plantations ne pourraient pas fonctionner sans eux », s'indigne-t-il, visiblement affecté par la situation précaire des migrant-e-s économiques indonésiens.

Exploités dans les plantations et les usines

Né en Indonésie en 1984, Abu Mufakhir défend les droits des travailleurs depuis sa jeunesse. Après le renversement du dictateur Suharto, des syndicats ont pu se former à nouveau en 2000 et les étudiants se sont organisés. Mufakhir les a rejoints au début de ses études de journalisme. En 2007, il trouve sa vocation chez LIPS, une agence d'information luttant pour des emplois décents et soutenant les syndicats par des programmes de formation. LIPS l'envoie sur le terrain : il visite des plantations de thé à Sumatra, en Indonésie, où il est choqué par les conditions coloniales, et les zones d'exportation de Java, où des couturières

sous-payées produisent des vêtements vendus en Occident comme des marchandises de masse. Ces expériences le marquent – et lui sont utiles aujourd'hui dans son travail pour Solidar Suisse en Malaisie. Depuis 2017, sur mandat d'Asia Monitoring and Resource Center (AMRC), un partenaire de Solidar Suisse, il aide les migrant-e-s économiques indonésiens exploités et sans droits dans les plantations de palmiers à huile du Sabah.

Pas de solutions toutes faites

Lorsque nous quittons la route, le professeur de l'école communautaire nous attend déjà à l'entrée de la plantation. L'école a été construite pour les enfants des migrant-e-s économiques indonésiens, car les établissements malaisiens officiels refusent de les accueillir. Le portail s'ouvre sur une place poussiéreuse entourée d'un bâtiment scolaire plat et de quelques maisons simples. Derrière, des palmiers à huile sont alignés en rangs serrés. Le soleil est brûlant. Désireux de jouer au football avec Abu Mufakhir, des enfants courent joyeusement vers lui.

Grâce à son ouverture d'esprit, à sa sensibilité et au respect dont il fait preuve, Abu Mufakhir a réussi à gagner la confiance des ouvrières et ouvriers de la plantation. Il leur a rendu visite chez eux et, surtout, les a écoutés : « Il est primordial de ne pas avoir des opinions et des solutions préconçues. Je laisse les gens décrire leurs problèmes et je discute avec eux de stratégies possibles », confie-t-il. Il organise aussi des ateliers où les représentants de diverses plantations échangent des idées et apprennent à connaître leurs droits au travail. « J'aimerais aussi responsabiliser les entreprises internationales », lâche-t-il. C'est précisément ce que fait la campagne de Solidar : nous confrontons Nestlé, un acheteur d'huile de palme, aux résultats des enquêtes de Mufakhir et exigeons la fin de l'exploitation des travailleurs. Ce sont eux qui comptent le plus pour Abu Mufakhir.

Abu Mufakhir veut mettre fin à l'exploitation des migrant-e-s économiques dans les plantations de palmiers à huile du Sabah.





LE CORONAVIRUS TOUCHE DE PLEIN FOUET LES PLUS DÉMUNIS

Les pays de l'hémisphère sud sont particulièrement touchés par la pandémie de coronavirus. Solidar Suisse apporte son aide dans ce contexte.

Texte : Katja Schurter, rédactrice responsable de Solidarité. Photo : Banque mondiale

J'écris cet article une bonne semaine après l'entrée en vigueur des mesures de grande ampleur prises par la Suisse contre le coronavirus – depuis mon domicile bien sûr. Mais ce qui est contraignant chez nous, et qui a radicalement changé notre vie, a un impact bien plus fort dans les pays de l'hémisphère sud où s'engage Solidar Suisse.

Piètres soins de santé, existences menacées

Les soins de santé sont en piteux état dans nos pays prioritaires et des tests de dépistage et des respirateurs n'y sont pas disponibles en suffisance.

Les usines textiles du Cambodge licencient les employé-e-s, des milliers de femmes vont perdre leur emploi et ne pourront plus subvenir aux besoins de leur famille. Selon l'Organisation internationale du travail, 25 millions d'emplois pourraient être perdus à cause de la pandémie de coronavirus. Les travailleuses occupant des emplois peu rémunérés, sans sécurité sociale, sont particulièrement

menacés. Il s'agit des jeunes, des personnes âgées, des migrant-e-s et des femmes.

Les fermetures de frontières dans de nombreuses régions pourraient avoir un effet désastreux. En Asie du Sud-Est par exemple : « L'interdiction de sortie frappe durement les travailleurs migrants et informels », selon Sanjiv Pandita, coordinateur du programme Asie de Solidar Suisse. « Leurs moyens de subsistance sont menacés et beaucoup craignent qu'eux-mêmes et leurs familles ne souffrent de la faim. En outre, ils ne peuvent pas rentrer chez eux en raison de la fermeture des frontières et séjournent donc sans ressources dans un pays étranger. » Comme ils résident souvent dans des logements surpeuplés, une infection par le virus tournerait à la catastrophe.

Mesures de protection guère concevables contre le coronavirus

Comment les habitants d'un pays aussi peuplé que le Bangladesh peuvent-ils maintenir une distance

Des ouvrières cambodgiennes du textile sur le chemin du travail. La crise du coronavirus risque de leur faire perdre leur emploi.

sociale – à plus forte raison dans les camps de réfugiés Rohingya ? Comment les habitants d'un township de Johannesburg, en Afrique du Sud, sont-ils censés se laver les mains sans eau ? Comment les travailleurs-euses du secteur informel en Bolivie, soit 80 % de la population, peuvent-ils gagner leur vie s'ils sont confinés chez eux ?

Au Pakistan, la population est menacée de faim à cause du couvre-feu. Au Burkina Faso, l'annulation de tous les services de bus menace de provoquer une pénurie d'approvisionnement et de faire

« L'existence des migrant-e-s économiques est menacée et ils ne peuvent pas rentrer chez eux. »

grimper les prix des aliments. « Si la pandémie perdure et que les paysans ne peuvent pas produire, comment pourraient-ils se nourrir ? Je crains une pénurie alimentaire sans précédent », avertit Dieudonné Zaongo, coordinateur pays de Solidar. Un couvre-feu a été instauré dans tout le Salvador, assorti d'une levée de la liberté d'expression. Il doit être atténué par une contribution de 300 dollars à chaque ménage pauvre. Mais Yolanda Martinez, coordinatrice pays de Solidar, souligne que pendant que toute l'énergie est consacrée à arrêter la propagation du coronavirus, il ne faut pas oublier de protéger des milliers de femmes touchées par la violence domestique.

Projets de Solidar compromis

Tant que le travail par projet restait possible, Solidar a mis en place des mesures d'hygiène et de distanciation et a intensifié les campagnes d'hygiène qui existaient déjà. En Bolivie, par exemple, le service de conseil en ligne a rapidement été transformé en une campagne de prévention contre le coronavirus. Mais les activités, comme les ateliers et les programmes de formation, ont dû être interrompues à la fin mars.

En Indonésie, les succès remportés menacent d'être réduits à néant : les petits entrepreneurs qui, après le tsunami, ont reçu du matériel de Solidar pour se construire une nouvelle existence devront le

revendre s'ils ne peuvent pas dégager un revenu. Au Pakistan, les enfants des travailleurs qui ont pu aller à l'école grâce à Solidar risquent de devoir retourner travailler ou mendier pour aider leur famille à survivre.

L'aide de Solidar Suisse

Solidar a réagi à la crise : en mars, son partenaire AMRC a commencé à distribuer des masques et du désinfectant aux migrants économiques dans les plantations d'huile de palme en Malaisie. Au Bangladesh, où le système de soins de santé est extrêmement limité, nous distribuons des masques de protection, des désinfectants, du savon et des prospectus aux travailleurs-euses les plus vulnérables pour les informer sur la manière de se protéger. Une aide alimentaire est également fournie aux familles pauvres touchées par les mesures de quarantaine. Des sets d'hygiène sont distribués dans les camps de réfugiés Rohingya tant qu'il est possible d'y accéder. Au Cambodge, notre syndicat partenaire C.CAWDU soutient les ouvriers-ères du textile dans leurs négociations et s'assure qu'ils reçoivent au moins une partie de leurs salaires pendant le confinement. En Afrique du Sud, le partenaire de Solidar CWAO distribue des brochures informant les travailleurs-euses sur ce qu'ils peuvent faire en cas de licenciements injustifiés et de réductions de salaire dues à la crise du coronavirus. Et au Pakistan, notre partenaire Group Development a appris à des groupes de femmes à produire des masques de protection. Avec succès : après une journée, elles avaient déjà produit des masques qu'elles distribuaient avec des brochures d'information.

Informations actualisées sur les activités de Solidar sur www.solidar.ch/corona



Votre don pour une aide d'urgence contre le coronavirus

Avec 50 francs, vous soutenez la diffusion des mesures de protection majeures via des émissions radio.

Avec 100 francs, vous permettez de distribuer des sets d'hygiène avec du savon et du désinfectant à des familles Rohingya dans le besoin.

Avec 250 francs, vous soutenez des familles nécessiteuses du Salvador en leur fournissant de la nourriture et des médicaments dont elles ont un urgent besoin.



ENTRE GANGS VIOLENTS ET CHIFFRES EXACTS

La journée de Vilma Saravia, comptable de Solidar Suisse au Salvador, commence tôt et n'offre pas de répit.

Texte : Katja Schurter, rédactrice responsable de Solidarité. Photo : Solidar Suisse

À trois heures et demie, Vilma Saravia se lève, sort son fils Ricardo, un an et demi, de son lit et prépare son repas. Alors que d'autres ont encore des heures de sommeil devant eux, elle est déjà dans la voiture à quatre heures et quart avec son mari et son fils pour aller chercher sa sœur qui débute son service à cinq heures à l'hôpital. « Dans notre quartier, il n'est pas conseillé de se promener dans les rues plongées dans l'obscurité, souffle Vilma Saravia. C'est pourquoi nous la conduisons pour aller au travail. »

Rien n'est arrivé à Saravia jusqu'ici, mais le mari de sa cousine a été menacé parce qu'il avait recouvert les graffitis d'un gang. « Pour eux, c'est une agression et ils se vengent. » Une nuit, alors qu'il quittait la maison de la mère de Vilma Saravia, ils l'ont menacé avec un pistolet et tenté de le tuer. « Ce n'est que grâce à l'intervention de voisins qu'ils l'ont laissé partir en lui disant qu'il serait un homme mort s'il revenait dans le quartier. » Le couple n'a donc pas eu d'autre choix que de changer de lieu de résidence. Ils ont laissé les clés à la mère de Vilma Saravia. « Peu après, un membre de gang a apporté à ma mère un téléphone portable et lui a dit

d'attendre un appel. Une personne a appelé et l'a avertie que si elle ne voulait pas de problèmes, elle devait remettre la clé de la maison à la personne qui avait apporté le portable, explique Saravia. Ils ont vécu ainsi dans cette maison pendant trois ans. » Par crainte de représailles, ils n'ont pas alerté la police. Pas étonnant que Vilma Saravia soit heureuse d'avoir acheté une voiture voilà deux ans. « Mais parfois, j'ai encore peur. Parce que les gangs contrôlent leur territoire, et qu'ils peuvent vous voler ou vous tuer à tout instant. »

L'impératif d'une comptabilité exacte

Sur le chemin du travail, Vilma Saravia, son bébé et son mari Jorge passent devant un parc. Ils y prennent leur petit déjeuner dans la voiture. Puis, départ pour la crèche. À sept heures et demie, la journée de travail de la comptable commence enfin. Son activité la comble quand les chiffres sont exacts et que tous les engagements sont respectés. Ce n'est pas si facile, car les exigences changent en permanence : « Chaque donateur souhaite que les chiffres soient présentés dans un autre format et les autorités fiscales modifient leurs exigences chaque

La comptable Vilma Saravia s'engage de multiples manières et pas seulement pour que ses chiffres soient corrects.

année, ce qui cause un travail inutile» s'agace-t-elle. «Et si quelque chose cloche ou si un délai n'est pas respecté, c'est l'amende.» Mais elle aime relever les défis lancés par de nouveaux projets. Elle prend plaisir à apprendre et à parfaire sa formation.

À 12 h 30, la jeune femme de 38 ans se rend à la crèche de Ricardo, à cinq minutes de son bureau. Elle nourrit son fils et le couche puis mange un peu elle-même, à la va-vite. Si tout se passe comme prévu, elle est de nouveau devant son écran à une heure et demie pour faire des paiements ou rassembler des documents. Ou elle écoute la demande d'une représentante de la communauté en quête d'aide. «Solidar a amélioré l'approvisionnement en eau potable. Or c'est à l'État de garantir l'accès aux services de base. Comme il ne le fait pas, on nous envoie des gens en cas de problèmes», se plaint l'administratrice en charge des finances des projets.

Faire bouger les choses

Vilma Saravia est fière de travailler pour Solidar Suisse depuis dix-sept ans déjà. «Je viens d'un petit village et j'ai apprécié que Solidar soutienne les communautés», explique-t-elle. C'est pourquoi elle a commencé à travailler pour Solidar pendant ses études en gestion d'entreprise. Elle n'a aucun regret : «J'ai beaucoup appris, j'ai pu m'épanouir et faire bouger les choses.» Car elle souhaite plein de changements : la fin de la violence, davantage de sécurité et d'opportunités d'emploi. Vilma Saravia est convaincue qu'en aidant les jeunes à trouver du travail et en soutenant les familles déplacées à l'intérieur du pays, Solidar contribue à résoudre certains des problèmes majeurs du Salvador.

Ses journées sont longues et très actives : selon sa charge de travail, elle quitte le bureau de Solidar à cinq heures et demie ou plus tard. Puis c'est le trajet inverse du matin : crèche et hôpital. Vilma et Jorge Saravia Romero sont de retour chez eux à huit heures. Ils nourrissent leur fils déjà dans la voiture. Une fois qu'il est au lit, ils mangent quelque chose avant de finir la soirée devant la télévision – ou Vilma Saravia apprend quelques mots d'anglais : «C'est important pour mon travail. Une grande partie de la communication avec Solidar Suisse à Zurich se fait en anglais. Et je veux rester dans le coup», confesse-t-elle. Elle se couche à dix heures et demie. Il faut dire qu'à trois heures et demie, le réveil sonnera à nouveau.

Carlo Sommaruga
Président de Solidar Suisse



Notre bien le plus précieux – nos collaborateurs-trices

Plus de 150 personnes travaillent pour Solidar Suisse, dans 13 pays et sur 4 continents. Ils travaillent tous avec enthousiasme pour faire de notre promesse d'un monde plus équitable une réalité. Toutes les professions et champs du savoir sont représentés : mécanique, transport, comptabilité, restauration, nettoyage, informatique, journalisme, ingénierie, agronomie, politologie, économie, géographie, sociologie, architecture et bien d'autres encore. Je suis sans cesse impressionné par le grand engagement de nos collègues, jour après jour. Ils se sont fixés d'énormes défis. De nombreux endroits où nous fournissons une coopération au développement et une aide humanitaire sont situés loin des centres. Ils manquent de bonnes routes, d'hôpitaux et d'écoles. L'électricité n'est pas disponible tous les jours, ou alors pas longtemps. Aujourd'hui la pandémie de coronavirus représente une menace majeure pour les populations du Sud : le système de santé est limité, le personnel infirmier et le matériel nécessaire sont insuffisants et les possibilités de se protéger contre le virus sont beaucoup plus restreintes qu'ici en Suisse. Néanmoins, nos collaborateurs-trices continuent à travailler sans relâche pour ces personnes. Ce qui les unit toutes et tous, c'est leur sens de l'équité et l'objectif de contribuer à un monde pacifique et meilleur dont nous partageons équitablement les ressources. Pour cela, ils consacrent leurs compétences, leurs connaissances et leur temps précieux. Merci du fond du cœur !

2			7					
4	3		9	2				1
9	5					4		
		6						
3				1				5
						6		
		3					8	9
1				7	9		3	2
					2			6

LE SUDOKU DE SOLIDAR

Compléter les cases vides avec les chiffres 1 à 9. Chaque chiffre ne peut figurer qu'une seule fois sur chaque ligne, dans chaque colonne et dans chacun des carrés de 3 × 3 cases.

La solution se trouve dans les cases grises lues horizontalement, selon la clé suivante:

1=S, 2=D, 3=A, 4=E, 5=O, 6=R, 7=L, 8=I, 9=T

Envoyez la solution à Solidar Suisse sur une carte postale ou par courrier à contact@solidar.ch, objet «sudoku».

1^{er} prix Un sac à dos du projet LanzArte

2^e prix Un t-shirt du projet Vida sin Violencia

3^e prix Des mangues du Burkina Faso

La date limite d'envoi est le 19 juin 2020. Le nom des gagnant-e-s sera publié dans le Solidarité 3/2020. Aucune correspondance ne sera échangée concernant ce concours. Tout recours juridique est exclu. Les collaborateurs et collaboratrices de Solidar Suisse ne peuvent pas participer au concours.

La solution du concours paru dans Solidarité 1/2020 était «aide d'urgence». René Chammartin de Rossens a gagné un t-shirt du projet LanzArte, Marianne Wullschleger de Gland des mangues du Burkina Faso et Dietrich Vandré de Zurich du thé au moringa du Burkina Faso. Nous remercions toutes celles et tous ceux qui ont participé au concours.

Solution :

--	--	--	--	--	--	--	--	--

LE COURRIER

Ouvrières suspendues à un fil

Le Courrier, 9.4.2020

Au Bangladesh et au Cambodge, où les usines textiles ferment les unes après les autres faute de commandes, des centaines de milliers d'ouvrières se retrouvent au chômage, sans aucune protection sociale.

Le confinement d'un tiers de l'humanité a fait chuter la consommation d'habits et de chaussures. Si dans les pays industrialisés les travailleurs mis à pied bénéficient souvent d'une assurance, de l'autre côté de la planète, tout au bout de la chaîne de production, la situation est dramatique. Au Cambodge, 60 % des usines pourraient devoir fermer d'ici à fin avril.

Quel est le sort de ces ouvrières ? Nous l'avons demandé à Sanjiv Pandhita, le représentant régional de Solidar Suisse. Depuis Hong Kong, l'ONG suisse mène un programme régional de soutien aux travailleurs du textile qui couvre quatorze pays, en partenariat avec des organisations et syndicats sur place.

SWI swissinfo.ch

Des organisations suisses luttent contre l'infox au coronavirus

swissinfo, 8.4.2020

Les rumeurs et la désinformation se propagent plus rapidement que le coronavirus en Afrique et en Amérique latine. Pour protéger la population et lutter contre la propagation du virus, deux organisations suisses se concentrent sur des projets médiatiques.

Les organisations suisses de développement prennent actuellement des mesures contre les infox. Pour ce faire, elles s'appuient sur des décennies d'expérience. Par exemple, l'organisation humanitaire et de développement Solidar Suisse, qui s'est fait connaître au fil des ans par ses campagnes d'information sur les droits démocratiques ou la violence envers les femmes, «jouit désormais d'une forte crédibilité», déclare son responsable de la coopération au développement, Klaus Thieme. «C'est essentiel dans la situation actuelle.»

Solidar Suisse intensifie maintenant dans tous les pays où elle est pré-

sente les campagnes d'hygiène déjà en cours avant la propagation du virus. En Bolivie, l'organisation se sert de «Doctora Edilicia», un personnage fictif créé il y a 16 ans, pour diffuser des messages et des informations vitales pendant la pandémie.

Doctora Edilicia contrecarre cette désinformation sur Facebook, dans des spots radio et dans les journaux. Elle est soutenue par un autre projet de Solidar Suisse : «Bolivia Verifica», qui vérifie la véracité des propos et diffuse des informations factuelles par l'intermédiaire de Doctora Edilicia, entre autres. Sur Facebook, elle explique par exemple à un adolescent que le virus ne touche pas seulement les «faibles»; à la radio, elle enseigne à une femme pourquoi les mesures d'hygiène sont importantes. Son message «Je ne pense pas que vous vouliez être un allié de ce virus» est diffusé avec le hashtag #DeVosDependemos («Nous comptons sur vous»).

S'ENGAGER

Luttez à nos côtés pour un monde équitable. À tous les niveaux, les possibilités d'agir sont infinies. Voici quelques propositions concrètes.

SONDAGE



Nos lecteurs-trices veulent des placements éthiques

Dans le dernier Solidarité, nous avons voulu savoir si vous vous souciez que votre banque opère des placements éthiques : 38 % en partie, 40 % pour tous les investissements et 22 % pas du tout. Nous sommes heureux que la question préoccupe trois quarts d'entre vous. Se renseigner est souvent un premier pas dans la bonne direction.

Notre nouveau sondage : **À quel point est-il important pour vous que votre travail ait un sens ?**



Vers le sondage :

www.solidar.ch/fr/notre-sondage

CONCOURS



Ce que nos lecteurs-trices attendent de la vie

Il y a un an, Solidarité vous avait demandé d'imaginer le jour de votre mort et souhaitait savoir, avec un brin de provocation, quand vous avez vécu intensément. Vos réponses allaient de « Je vis maintenant » à « Quand ma fille est née ». Vos réponses à la seconde question (« Quel est votre plus grand vœu aujourd'hui ? ») ont été tout aussi variées (« Lire un grand livre » ou « Mourir paisiblement », par exemple). **Merci à chacun-e d'avoir participé !**



D'autres réponses sur : www.solidar.ch/fr/vivre

DIRECTIVES ANTICIPÉES



Notre sondage a montré que 40 % des personnes interrogées avaient déjà rédigé un testament ; 48 % en ont l'intention. Les motivations majeures sont : protéger sa famille et éviter les litiges liés à un héritage. **Avez-vous déjà songé à prendre des directives anticipées ?**



Informations sur : www.solidar.ch/fr/testament

ENSEMBLE

IMPRESSUM

Éditeur Solidar Suisse, Quellenstrasse 31, case postale 2228, 8031 Zurich, tél. 021 601 21 61 email : contact@solidar.ch, www.solidar.ch
CP 10-14739-9 Lausanne
Membre du réseau européen Solidar
Rédaction Katja Schurter (rédactrice responsable), Marco Eichenberger, Lionel Frei, Eva Geel, Cyrill Rogger
Layout artischock.net

Traduction Milena Hrdina, Katja Schurter, Jean-François Zurbriggen
Correction Jeannine Horni, Catherine Vallat
Impression et expédition Unionsdruckerei/subito AG, Walther-Bringolf-Platz 8, 8201 Schaffhouse
Paraît quatre fois par an. Tirage : 37 000 ex. Le prix de l'abonnement est compris dans la cotisation (membres individuels 70.- par an

minimum, organisations 250.- minimum).
Imprimé sur papier recyclé et respectueux de l'environnement.
Photo de couverture Micheline Ouamega est responsable dans le domaine du travail équitable chez Solidar Suisse Burkina Faso. Photo : Andreas Schwaiger.
Dernière page Une heure pour les employé-e-s affecté-e-s par le coronavirus ! Photo : UN Women.



**FAITES DON D'UNE
HEURE DE SALAIRE!**



UNE HEURE POUR LES EMPLOYÉ-E-S AFFECTÉS PAR LE CORONAVIRUS

Dans de nombreux pays, le salaire horaire suisse équivaut à un salaire hebdomadaire ou plus. Faites don d'une heure de travail et soutenez les travailleurs-euses qui ont perdu leur emploi à cause de la pandémie et ne sont plus en mesure de subvenir aux besoins de leur famille.



www.solidar.ch/fr/offrir-une-heure-de-salaire

Des travailleurs-euses du textile ont déjà été licenciés dans les usines textiles du Cambodge. Sans sécurité sociale. Avec votre aide, nous pouvons les soutenir.

**Merci beaucoup
pour votre générosité!**